

CIRPES - Centre
Interdisciplinaire de
Recherches sur la Paix et
d'Etudes Stratégiques

-- Le Débat stratégique - Le débat stratégique N°176; 106 - Novembre 2009 --

Le débat
stratégique
N°176; 106 -
Novembre 2009

**La crise
turco-israélienne :
est-ce que la Turquie
change de camp ?
(Ugur Kaya)**

Ugur Kaya
lundi 30 novembre 2009

L'exclusion d'Israël par la Turquie des exercices militaires communs en octobre a aggravé la crispation des relations entre les deux pays. L'incident ne fait que s'ajouter à une série de crises de plus en plus fréquentes entre Ankara et Tel Aviv. À Davos, en janvier 2009, les critiques acerbes du PM turc, Erdoğan, contre Peres, ont fait la une des médias internationaux, déversant les foules brandissant les photos d'Erdoğan dans les rues des pays arabes, fait inédit pour un dirigeant turc.

Les crises turco-israéliennes prennent un sens particulier avec le développement frappant des rapports entre la Turquie et les pays moyen-orientaux. La Turquie et la Syrie qui se trouvèrent au seuil de la guerre en 1999, ont réalisé un exercice militaire, limité mais symboliquement important, en avril 2009. Elles ont instauré un Conseil de coopération stratégique à haut niveau, formé d'une dizaine de ministres, et ont supprimé le visa entre elles. L'Iran est un autre sujet de divergence avec Israël. Ankara s'oppose à une éventuelle sanction et plus encore, à une quelconque intervention militaire contre l'Iran. D'autres questions, comme l'attitude à adopter face au Hamas, allongent la liste des désaccords turco-israéliens.

De plus en plus de journaux israéliens évoquent une réorientation de la Turquie vers un monde musulman au détriment de l'Occident [1]. Certains chercheurs aux Etats-Unis s'alignent sur cette vision. S. Ca atay de Washington Institute (W.I.), proche d'AIPAC, écrit dans *Foreign Affairs* (26 oct. 09) que *'la politique étrangère turque touchée par l'islamisme n'est plus compatible avec l'Occident'*. Dans le *Wall Street Journal* (5 nov. 09), D. Schenker, également de W.I., remet même en question la place de la Turquie dans l'OTAN. Cependant, s'il est vrai que le gouvernement AKP, certes lié à une sensibilité religieuse, s'exprime envers Israël de façon glaciale, voire parfois dénuée de tact, penser à un revirement identitaire de la Turquie est fantaisiste. En effet, une analyse réaliste doit prendre en compte les dynamiques internes et mesurer la rationalité des choix politiques du pays.

L'essor économique

D'abord, il faut admettre que la Turquie a des besoins autres que par le passé. Son économie est en plein essor et nécessite de nouvelles ouvertures, surtout après la crise de 2001. Une simple observation des statistiques montre l'ampleur du changement. Alors qu'en 1990 les exportations n'étaient que de 13 milliards de \$, en 2008 elles atteignent 132 Md\$. Dans cette évolution, les pays moyen-orientaux ne cessent d'augmenter leur part : les E.A.U. non importateurs en 1995, deviennent en 2008 un marché de 8 Md\$. Pour l'Egypte, le chiffre atteint les 346 millions en 2003 et 1,4 Md\$ en 2008 ; pour la Syrie, il est de 268 millions en 2002 et d'1,1 Md\$ en 2008. Dans ce pays, la Turquie occupe le premier rang d'investisseur étranger [2]. Cette expansion économique n'est pas limitée aux pays dits musulmans. Les voisins comme la Russie, la Géorgie, la Roumanie, la Grèce connaissent la même croissance de leurs échanges économiques avec la Turquie. Si la crise a fait tomber de 40% en 2009 les rapports commerciaux avec l'U.E., la baisse n'est que de 20% pour le reste des pays [3].

L'économie ne fait pas tout. Si, pendant les années 90, la Turquie pouvait jouir en partie des instabilités chez certains voisins pour diverses raisons de rivalité, elle tend maintenant vers une politique de stabilité de la région, bénéfique à la sienne propre. Les acteurs internes sociopolitiques, qui se sont développés depuis, la souhaitent également. Ce mécanisme dépasse largement la vision

dichotomique 'les islamistes ou l'armée'. C'est d'ailleurs dans cette optique qu'il ne faut pas consentir à l'idée qu'un parti comme l'AKP peut changer l'identité du pays en quelques années, d'autant plus que celle-ci s'est formée tout au long d'un siècle républicain et même plus.

L'arrivée au pouvoir d'Obama aux EU et de Netanyahu en Israël favorise la politique turque actuelle. Alors que le premier semble ouvert à une politique de négociation, le deuxième affaiblit la chance de succès d'une médiation israélo-syrienne que la Turquie a mené jusqu'à la crise de Davos. Dans cette perspective, le remplacement du rôle de médiateur par la France pourrait être un legs rentable de la part de la Turquie qui ne semble plus 'fiable' pour Tel Aviv. En quittant ce poste, Ankara a plus de choses à gagner au Moyen-Orient.

Au-delà du moyen-orient ?

La question de la 'moyen-orientalisation' de la Turquie, très floue et utilisée volontiers par les esprits turcosceptiques, exige des précisions. Si on entend par là une transformation vers un régime sans vraies élections et avec une identité 'religieuse', la société turque, y compris l'électorat de l'AKP, malgré ses déficiences par rapport à l'Europe occidentale, est beaucoup trop développée pour accepter une renonciation à ses droits, et trop complexe pour être dirigée par de pareils systèmes. Ce qui constitue le garant de la république doit être recherché dans cette complexité-là et non dans le maintien d'institutions comme l'armée.

Se concentrer uniquement sur la politique moyen-orientale de la Turquie éclipse sa nouvelle posture vis-à-vis du Caucase, des Balkans et surtout de la Russie. Il faut aussi ajouter que l'unité du monde musulman est un mythe et les dirigeants de certaines capitales comme Le Caire ou Riyad, ne semblent pas vraiment favorables à une ingérence turque. En fait, l'influence turque sur la région peut avoir des effets stabilisants et transformateurs, non pas en s'alignant avec Israël mais en préfigurant à long terme un autre paradigme sociopolitique. Les 'soap operas' turcs fusionnant les genres occidentaux avec les codes adaptés au Moyen-Orient, s'introduisant sur les télévisions arabes, de l'Algérie jusqu'au Golfe, en sont d'étonnants exemples et témoignent d'un 'soft power' turc.

Pour Joschka Fischer, *'le principal concurrent de l'Iran dans la région ne sera pas Israël, ni ses voisins arabes, mais la Turquie'* [4]. Tel Aviv doit comprendre que sa sécurité dépend à long terme plus de la réussite de ce modèle turc que d'une entente conjoncturelle avec Ankara reposant sur une politique de force. Toutefois, la Turquie a ses limites et ses fragilités. Son harmonie avec l'UE, sujet de débat dans les médias au Moyen-Orient, est cruciale pour la crédibilité d'un modèle turc à l'européenne. Dans le cas contraire, sous le gouvernement AKP comme sous un autre, elle peut se conduire comme un éléphant dans un magasin de porcelaine, sans qu'on puisse prévoir les futurs dégâts.

[1] D. Pipes, « Turkey : An ally no more », *Jerusalem Post*, 28 oct. 09, « After drill cancellation, Barak says Turkey major player in ME », *Jerusalem Post*, 12 oct. 09.

La crise turco-israélienne : est-ce que la Turquie change de camp ? (Ugur Kaya)

[2] Agence de Presse Arabe Syrienne, 8 janv. 08.

[3] Undersecretariat of Prime Ministry for Foreign Trade, sept. 09.

[4] « Quo vadis Iran ? », Project Syndicate/Institute of Human Sciences, 2009.